

Burundi : La filière café souffre d'un sérieux problème de financement

@rib News, 15/01/2016 - Source Xinhua Le président de la Confédération Nationale des Associations des Caficulteurs (CNAC-Murima w'isangi), Joseph Ntirabampa, a déploré jeudi le problème de financement que connaît actuellement la filière café au Burundi. Pour le président de la CNAC, les raisons de ce problème sont de diverses natures. Il y a d'abord "les sociétés privées qui n'ont pas encore payé les caficulteurs depuis janvier 2015 jusqu'à ce jour", et ensuite "des coopératives qui ont payé aux caficulteurs des prix qui ne sont pas intéressants, et enfin "d'autres qui ont payé beaucoup et qui regrettent aujourd'hui parce que le prix a sensiblement chuté".

Joseph Ntirabampa évoque aussi et surtout la chute des prix du carburant et du café sur les marchés mondiaux. "Le prix du carburant a chuté aujourd'hui jusqu'à 30 dollars le baril tandis que celui du café est à 114 cents et ce dernier peut même descendre jusqu'à 90 cents d'ici peu. Cela donne comme résultat le faible prix qu'on donne aux caficulteurs", a indiqué le président de la CNAC. Une autre cause de ce manque de financement est le désinvestissement des banques commerciales dans la filière depuis qu'il y a eu privatisation et libéralisation dans cette filière et que l'Etat du Burundi ne prévoit plus le Fonds de stabilisation de cette filière. "Il y a un Fonds de stabilisation qui n'existe plus. C'était un Fonds pour la filière café, mais comme il y a eu privatisation et libéralisation, le gouvernement ne cautionne plus la filière. C'est la raison qui a poussé les banques à ne plus s'intéresser à cette filière comme avant", a déploré Joseph Ntirabampa. Il a indiqué que la Confédération est en train de voir tous les moyens pour qu'on puisse travailler en synergie afin de trouver la solution à ce problème de financement. Parmi les voies de solutions, le président de la CNAC envisage le recouvrement de quelque 7 milliards de francs burundais (environ 4,45 millions de dollars) qui étaient dans le Fonds de Stabilisation avant la privatisation de la filière. Il a indiqué qu'il a déjà adressé une correspondance allant dans ce sens au ministre de l'Agriculture et de l'Élevage avec copie pour information à celui des finances et transmis copie au président burundais afin d'affecter les 7 milliards BIF à la filière pour la sauver. Le café est jusqu'à présent le principal produit d'exportation du Burundi et est beaucoup plus apprécié sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif sur le marché mondial.